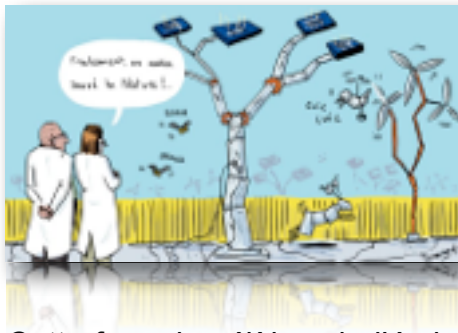




## Les technologies bouleversent le quotidien pour mieux conserver le système

Les candidats à la présidentielle acceptent tous le caractère inéluctable du développement techno-scientifique. Pourtant, explique l'auteure de cette tribune, l'obsession de l'innovation précipite la destruction de la planète. Il faut contester la technologie.



Robotique, objets connectés, bio et nanotechnologies, chimie de synthèse... Parce que l'innovation est le principal moteur de la croissance qui dévore la planète, Reporterre publie une **série de tribunes** visant à démythifier le progrès et faire de la recherche scientifique un terrain de controverse et de luttes.

*"Il faut tout changer pour que rien ne change."*

Cette formule célèbre de l'écrivain sicilien Tommasi dans *Le Guépard* résume la frénésie d'innovation des dirigeants politiques. François Fillon voudrait faire de la France "une start-up nation", Jean-Luc Mélenchon, nouvelle icône de la réalité virtuelle, une "République numérique", et Marine Le Pen, un "pays d'innovation". Véritable Shiva de l'innovation, Emmanuel Macron n'aurait pas assez de mains pour actionner tous les leviers par lesquels il promet de la stimuler. Même Benoît Hamon, dont les réserves à ce sujet constituent une anomalie au PS, ne remet pas en cause le développement de la numérisation et l'automatisation, mais propose de compenser les suppressions d'emplois par une taxe sur les robots et le revenu universel. Le caractère inéluctable du développement techno-scientifique est le seul consensus qui traverse l'ensemble de la classe politique.

Point aveugle du débat politique, le développement de technologies "révolutionnaires" est aujourd'hui l'un des principaux ressorts de la préservation du *statu quo*. Tous les tenants de la croissance débridée le martèlent : la R&D [recherche et développement] est le principal levier de la croissance. Drones, robots, objets connectés, biotechnologies, nanotechnologies et chimie de synthèse bouleversent assurément notre monde ; mais pour qu'il reste le même : un monde où le développement industriel ne cesse de s'amplifier, poursuivant la même prédation effrénée de ressources minérales et énergétiques au détriment des populations les plus pauvres, la même production massive d'objets de consommation par des cohortes de travailleurs et de travailleuses exploitées, les mêmes territoires dévastés.

Qu'elle se présente sous la forme d'une recherche publique planifiée en vue de l'essor industriel (modèle des **Trente Glorieuses**) ou sous la forme néolibérale de la recherche partenariale visant brevets et start-up, l'innovation, comme l'a montré l'économiste Schumpeter, est la force motrice du capitalisme. Et quand elle le corrige, c'est pour le réinventer.

## Ne pas se laisser intimider par le prestige de l'activité scientifique

C'est précisément cette dynamique qu'il faut interrompre pour "changer le monde". Comment peut-on prétendre répondre aux urgences de la destruction de la planète tout en finançant, par des fonds publics, des recherches qui visent directement à augmenter la production et la circulation de marchandises high-tech sur la surface du globe ?

Ces dernières années, l'Union européenne a dépensé plus de 240 millions d'euros de fonds publics pour des recherches sur les véhicules connectés et autonomes ; en France, l'Agence nationale de la recherche (ANR) en a fait une priorité de son Plan d'action 2017. L'industrie de l'automobile, qui va renouveler tout le parc automobile, a de quoi se réjouir, comme les acteurs du *big data*. Mais les chauffeurs de taxi et de transports en commun ont-ils demandé à se voir exproprier de leur métier par la conduite automatique ? Qu'en pensent les conducteurs de véhicules déjà bardés d'électronique et de moins en moins réparables qui seront tracés dans leurs déplacements par leur assureur, leur employeur et toute une caravane de *marketeurs* ?



Ces dernières années, l'Union européenne a dépensé plus de 240 millions d'euros pour des recherches sur les véhicules connectés et autonomes.

La "voiture autonome" n'est qu'un petit exemple, déclinable à l'envi à propos des robots, des capteurs, des objets connectés... Le coût humain et écologique de l'électronique est déjà insoutenable. C'est en partie du fait de sa voracité en métaux que la production mondiale de minerais, la plus ravageuse des industries, a bondi de 60 % entre 2000 et 2012.

Les rapports alarmants se multiplient sur les pollutions irrémédiables des usines de circuits imprimés et de semi-conducteurs, en Chine, au Mexique, aux Philippines et ailleurs. Le volume de déchets électroniques jetés chaque année atteint plus de 40 millions de tonnes. Le développement exponentiel de l'infrastructure numérique a une lourde responsabilité dans l'augmentation effrénée de la consommation mondiale d'électricité, qui a bondi de 35 % entre 2004 et 2013. Que pèsent les prétentions écologiques des réseaux intelligents ou celles de l'agriculture de précision high-tech par rapport à l'impact écologique global de ces innovations ?

C'est dans les laboratoires de recherche, publics et privés, que se joue la poursuite de cette déferlante kaléidoscopique de technologies qui révolutionne notre quotidien pour mieux conserver le système. C'est pourquoi les luttes anticapitalistes et écologistes doivent se donner les moyens de contester ces activités sans se laisser intimider par le prestige de l'activité scientifique.

La recherche est actuellement dominée par un programme général d'artificialisation des conditions d'existence, et cela n'a rien d'inéluctable. La soif de connaissance des chercheurs qui, de plus en plus précaires et atomisés, subissent cette recherche productiviste en constante accélération, pourrait s'appliquer à toute autre chose qu'à développer l'intelligence artificielle, construire des êtres vivants génétiquement modifiés, fabriquer des robots, travailler à l'interconnexion généralisée ou créer des nano-objets. Mais pour cela, les programmes de recherches doivent cesser d'être un trou noir de la démocratie, socle intouchable des politiques de croissance, qu'elles soient néo-keynésiennes ou néolibérales. Bien sûr, cela changerait tout. N'était-ce pas le but ?

Lire aussi : "L'Âge des Low Tech" : vers une civilisation techniquement soutenable

Source : Courriel à Reporterre

- Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre, qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.

- Titre, chapô et inters sont de la rédaction.

**Dessin :** © Tommy/Reporterre

**Photo :**

. voitures connectées : Journal du geek

Cette série de tribunes est éditée en partenariat avec la *Fondation Un monde par tous*.

